Interrogation

?

Bulletin Œcuménique

Paraît 8 fois par an

N° 2

Mars 1993

M'ENFIN alors

Y'a quand-même des choses qui me dépassent
L'époque que nous vivons
n'est pas belle-belle.
Y'a des tas de choses qui ne vont plus
Des tas de gens qui se retrouvent
Avec encore plus d'em.
Qu'avant
On annonce partout que ça va aller encore plus mal
Plus de chômage
Plus de trucs à payer
Moins de salaire
Moins de possibilités de trouver
Des petits trucs
Pour s'en tirer tout seul.

Et l'autre jour
J'me suis laissé dire
Qu'on allait avoir moins de moyens
Pour aider
Ceux qui peuvent plus tout seul
Qu'il y aurait encore moins
De personnes pour les recevoir
Alors qu'il va y en avoir plus

M'ENFIN
Savent pas réfléchir
Ceux qui pensent

Si y a plus de personnes
Qui ont plus d'em....
et moins de personnes
et de moyens
Pour les aider
A s'en tirer sans trop leur faire
Remarquer
Qu'c'est des moins que rien...
Ça va donner quoi...

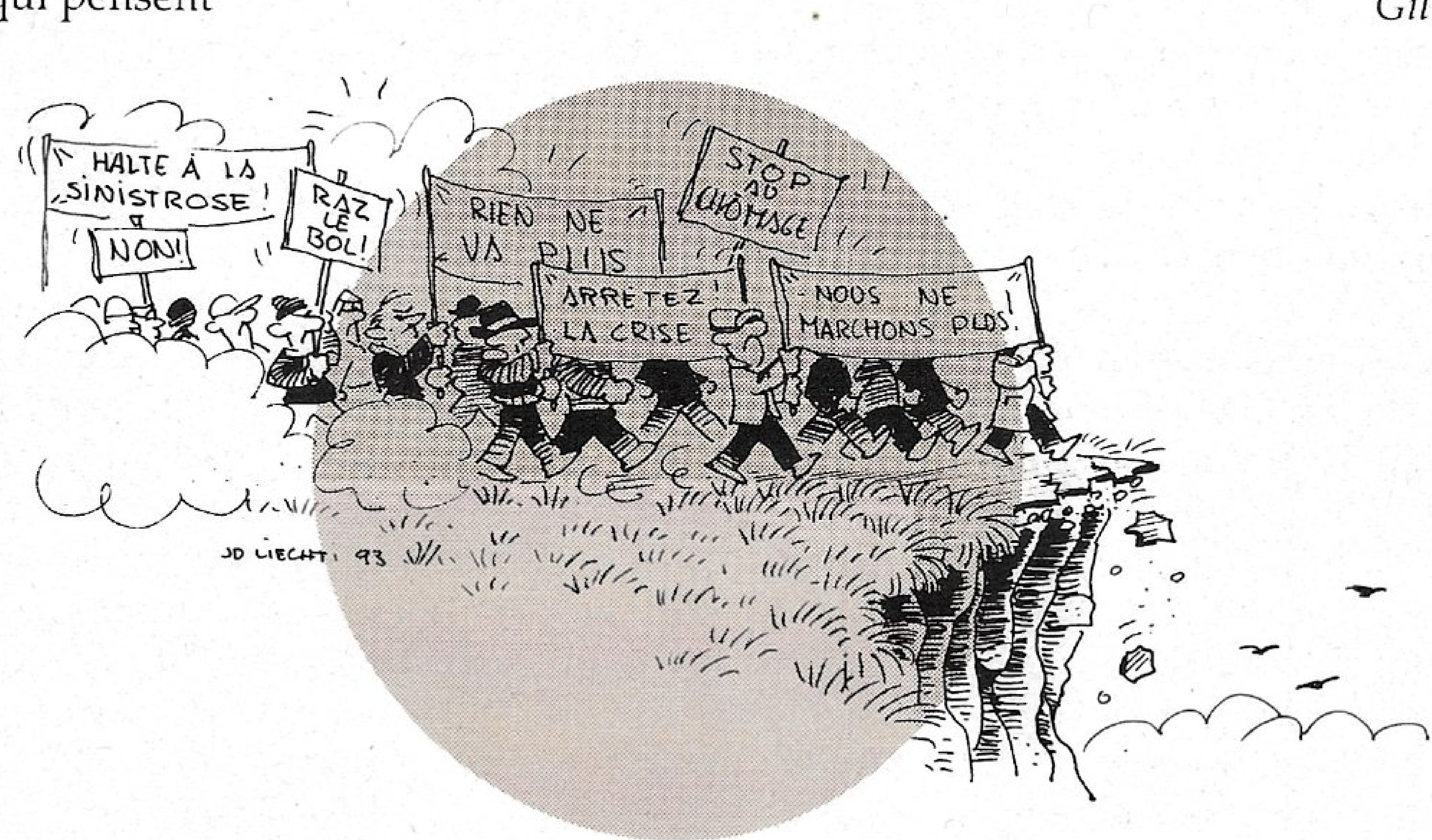
M'ENFIN alors
Faut pas avoir inventé la poudre
Pour savoir qu'elle va s'enflammer
Qu'ça va faire une gabegie formidable
Dans pas trop tard

M'ENFIN
Les gens ils ont leur dignité
Faudra bien qu'ils trouvent
Des moyens d's'en tirer
Mais alors attention les dégâts

P't' être
Qu'ils vont renforcer
Les forces de police !!

M'ENFIN
Faut quand même réfléchir un peu
NON ?

Gilbert Zbären



?
N° 2
1993
chrétiens aujourd'hui

Le tramway à grande vitesse

par Régina Mustieles

Ça va très vite. J'ai l'impression de rouler dans un tramway sans freins, le long d'une rue en pente et dans le sens de la descente, ce qui n'est pas fait pour le ralentir.
Si je parle d'un tramway, moyen de locomotion assez rare dans nos villes, c'est que le tramway a pour moi un souvenir de bruit (clinc, clinc!) très spectaculaire. Le conducteur avait une sorte de bouton métallique à ses pieds, qu'il piétinait avec rage quand un obstacle se dressait devant lui. Parce que le malheur du tramway, était que son freinage n'était pas très sûr car il glissait facilement sur les rails et qu'en outre, il lui était impossible de se dévier de l'obstacle imprévu.
Je rêve donc que je suis dans un tramway qui descend une rue très en pente et qui fait clinc, clinc, désespérément.
A gauche et à droite, je vois passer à vitesse grandissante les images de la ville. Les passagers ne regardent pas dehors. Les uns lisent les journaux pour savoir ce qui s'est passé, ce qui se passe et même ce qui va leur arriver demain. Merci l'horoscope!
Les autres somnolent doucement et discrètement; quelques-uns se parlent à voix basse et d'autres encore regardent devant eux, les yeux vides, absorbés dans leurs pensées. Et j'ai l'impression d'être la seule à remarquer que notre vitesse augmente et que le tramway ne peut plus être dirigé... Et je me réveille...

Et dans la journée, quand je lis les journaux, quand je rencontre des amis, quand nous discutons en famille, je ressens de nouveau cette impression de vitesse incontrôlée. Ça glisse, ça fuit, ça vole, mon monde, mon pays, mon entourage!
Politiquement... je sens un vide terrifiant, personne aux commandes. Les conducteurs, les conductrices brillent par leur absence. Mais les passagers continuent leur bonhomme de chemin, le nez dans leur journal.
Socialement... la lenteur et la lourdeur des réformes sont telles, que le tramway se sera déjà écrasé en bas de la colline quand elles seront prêtes.
Moralement... le décalage entre la réalité de la vie de tous les jours et les règles que, religieux d'un côté et nouveaux philosophes de l'autre, nous rabâchent sans arrêt est tellement énorme que j'ai envie de leur demander: «De quelle planète débarquez-vous, mes amis?»
Mais pendant ce temps, la Yougoslavie reçoit de l'aide pour panser ses blessures, sans que personne se préoccupe du moyen d'éviter de nouvelles blessures.
Sur les champs de bataille africains, européens, asiatiques ou américains, on met du sparadrap et du mercurochrome sur des blessures gangrenées. et on se sent très satisfait du travail accompli...
En Suisse enfin, on rallonge le droit aux indemnités de chômage de cent jours. On donnera moins, mais plus longtemps. Et c'est tout!
Mais où se trouve l'inventeur d'un plan pour créer des emplois?
Qui nous dira ce qui va se passer avec les locataires expulsés faute de pouvoir payer leur loyer?
Qui croit sincèrement qu'il suffit de licencier des ouvriers pour sauver une entreprise?
Je continue à faire 42h30 de travail par semaine et on m'annonce que je prendrai ma retraite plus tard que prévu (de soixante-deux ans les femmes passeront à soixante-quatre ans) si la réforme de l'AVS est acceptée. C'est pas comme ça qu'on va créer des emplois...
Je viens d'être grand-mère pour la sixième fois. Quel avenir pour mes petits-enfants quand les besoins essentiels ne leur sont pas garantis?
Je réclame le droit de manger, pour tous.
Je réclame le droit à la paix, pour tous.
Je réclame le droit au travail, pour tous.
Je réclame le droit au logement, pour tous.
Que je sache, ces droits ne sont inscrits dans aucune constitution.
Il faut freiner cette dégringolade dans l'injustice avant qu'il ne soit trop tard.
Dieu a mis en nous des sentiments de fraternité, de loyauté, d'amour et de justice qu'il nous faut développer car, s'ils sont en nous, il faut à chaque naissance d'un humain les faire grandir dans son âme Et lutter politiquement et socialement pour les réaliser! C'est aux hommes et aux femmes de sauver le monde, avec les moyens que Dieu leur a donné.
Je rêve que je suis dans un tramway et que je piétine avec rage le «clinc-clinc».



Faut pas pousser!

par Gilbert Zbären

Elle a trois ans
Et elle est mignonne
Yeux foncés
Dans une mer blanche immaculée
Grands cils vigoureux.
Bon caractère
Dans tous les sens du terme.

Surprise en train de faire
Ses premières expériences
Avec notre chatte...

Une belle paire de ciseaux
Dans les mains,
Pointée juste à la hauteur
Des yeux...
La chatte, elle, ne bouge pas.
(ou plus).

«Qu'est-ce que tu fais là !!!»
A peine un regard levé...
Mais elle prend de la distance.
«Amène-moi ces ciseaux !!!»
Pas un geste, prostration debout
La «potte» INTÉGRALE.
«Tu n'est pas contente ...»
NON !!!

Le temps passe
La détente s'installe
Et la coexistence
laisse la place aux bonnes relations.
Peu de temps plus tard
Nouvel exercice avec un autre chat.
Beau gros matou fauve
Qui lui,
Prend quelques coups de pieds
(Oh, pas trop forts)
Mais quand même...
Faut pas laisser faire.

«Ça va pas...!!!
Veux-tu arrêter tout de suite
Qu'est-ce qui te prends...»
(toute cette sorte de chose qu'on dit
dans ces circonstances à un enfant...)

«Mais j'aime» dit elle...!
(Souffle coupé)
«Mais ça lui fait mal...»

«Tu aimerais que je te fasse
La même chose
A TOI...»

«OUI !
MAIS... tout doucement !»



N° 2
1993

le temps de lire

ECHO, 28.11.1992

Etty Hillesum, une espérance pour aujourd'hui

«Partie du camp de transit de Westerbork le 7 septembre 1943, Etty Hillesum est morte à Auschwitz le 30 novembre de la même année.»



Il y aura donc cinquante ans le 30 novembre 1993. Mais il n'est pas prématuré d'en parler avant la date butoir dans ce numéro de «L'Echo». Parce qu'il est un moyen d'avoir à demeure chez vous, chez moi cette voyageuse de l'ombre qui, d'Amsterdam à Westerbork et de Westerbork à Auschwitz, a fait irradier tout autour d'elle une trace d'étonnante lumière. Un moyen de devenir intimes de cette inconnue, contemporaine de cette figure d'un passé fugitif.

Ce moyen? le livre que les Editions du Seuil ont consacré à son Journal (1941-1943) sous le titre «Une vie bouleversée».[1]

A l'argument qui balaierait cette prise en compte de faits presque quinquagénaires pourrait s'en ajouter un autre: la publication de ces pages est intervenue en 1985... nous sommes en 1992! Mais s'il n'est jamais trop tard pour bien faire, serait-il trop tard pour bien lire?

D'autant plus qu'ici le cheminement de cette jeune juive qui accède à une foi «bouleversante» se fait selon un tracé d'une totale originalité (hors des influences de la synagogue ou d'une quelconque église; hors, également, des schémas d'une morale de l'époque) et dans une direction fabuleusement actuelle.

Equipée d'une bible et d'un texte de base de Rilke (lettre à un jeune poète), Etty passe d'un bonheur sans nuages à la progressive prise de conscience de ce qui se prépare... mais avec le sentiment de plus en plus fort d'y être appelée pour témoigner jusque dans l'horreur de la beauté du monde, jusque dans la nuit de la permanence de la lumière, jusque dans l'ignoble de la grandeur de l'amour, jusqu'aux portes de la mort, de la victoire de la vie.[2]

Et cela dans un dialogue constant et de plus en plus intense avec un Dieu tout proche, amical, simple et fraternel; un ami auquel l'unissent, dans un climat fait de complicité et de tendresse, les liens d'une prière constante.

P. 208: **«Donne-moi chaque jour une petite ligne de poésie, mon Dieu, et si jamais je suis empêchée de la noter, n'ayant ni papier ni lumière, je la murmurerai le soir à ton vaste ciel. Mais envoie-moi de temps en temps une petite ligne de poésie.»**

Il y a des dizaines de «perles», des centaines de trouvailles de cette eau! Dans les pages bouleversantes de cette «vie bouleversée».

Et je songe à nombre d'entre nous que la maladie ou l'infirmité ou les difficultés tragiques d'une existence progressivement dépouillée guettent et menacent. Le temps de l'Holocauste est peut-être fini? Mais qui oserait dire que celui du sacrifice est révolu? J'ai la conviction que nous avons encore besoin de voir certains de nos chemins bénéficier de la richesse d'une Etty Hillesum. Besoin de pouvoir nous référer à ces «petites lignes de poésie» pour continuer, vaille que vaille, à chanter la louange de Dieu aux heures les plus sombres qui pourraient encore survenir.

Alain Burnand

[1] *Etty Hillesum. «Une vie bouleversée», 249 p. Ed. du Seuil. Traduit du néerlandais par Philippe Noble.*

[2] *... Dans les mêmes périodes atroces, quelqu'un d'autre écrivait: «Si la terre a été digne un jour de porter un homme comme Jésus, alors toute espérance est légitime. Si Jésus a été possible, tout est possible. Si Jésus n'est pas une légende, mais une vie, quelle espérance est trop folle pour ne pas être vécue.»*

C'était un pasteur, prisonnier des nazis, D. Bonhoeffer.



N° 2
1993

«La Bible et l'Histoire au féminin»

Il ne faut pas s'attendre dans La Bible et l'histoire au féminin à une analyse systématique et académique. Il s'agit d'un ensemble de commentaires, d'éclairages. On y passe en revue, dans un plaidoyer vivant pour la tolérance et la diversité, les présences féminines dans le Talmud (remontant aux modes de vie du peuple juif voici trois à quatre mille ans), la civilisation islamique d'Espagne, l'hagiographie chrétienne du Moyen Age, les royaumes germaniques. Parcours constellés de portraits, certains éblouissants, comme celui d'Aliénor d'Aquitaine qui fut, au XII[e] siècle, reine d'Angleterre après avoir été reine de France. Tout cela autour de la lancinante question: quel fantasme a donc conduit le sexe mâle à ne vouloir la femme que dans des rôles de prostituée, d'épouse et de mère ? Serait-ce le souvenir, encore perceptible dans les textes hébraïques les plus anciens, d'un ordre social matrilinéaire, voire matriarcal ? La peur, en dernière analyse, de n'être précisément pas le sexe fort ? Lucie Bolens, professeur à la Faculté des lettres de Genève, est de ces féministes qui n'ont pas besoin d'invoquer le féminisme: elles sont et font. Tout son récit porte ce message: toute exclusion est un appauvrissement, une réduction; l'exclusion de la femme, l'intolérance à l'égard de l'autre vont de pair. En somme, l'état des droits de l'Homme dans une société est indiqué par l'état des droits de la femme. Séfarade née en Algérie, elle exprime tout l'héritage d'un monde méditerranéen pluriculturel, tolérant, chaleureux, tel que Camus dans *L'Eté* a su restituer, et qui semble bien en voie d'assèchement.

L'ouvrage nous rappelle les étapes de l'exclusion féminine: *«Paysans, Juifs, femmes ont constitué la trilogie dérangeante de l'Occident»*; le Moyen Age ne les fait saintes que dans la mesure où elles ne sont plus femmes, et c'est ainsi qu'on glisse progressivement vers la persécution des «sorcières», par volonté de *«faire oublier la force féminine»*, par peur de cette *«étrange, imprévisible, bavarde, influençable, redoutable fille d'Eve»* assimilée au serpent, source et symbole du péché. Remontant le cours des temps, Lucie Bolens nous fait assister à ce qui fut la seconde naissance du peuple juif, à savoir la sortie d'Egypte: cette naissance-là sera une naissance mâle. Et on réalise qu'il y a bel et bien un lien entre l'apparition des monothéismes (Moïse) et le passage au patriarcat; la misogynie, en tous cas, est inconnue dans l'Egypte pharaonique, dans les textes les plus anciens de la Torah, à Babylone. Les royaumes germaniques des temps mérovingiens trouvent la femme déjà asservie: *«ne rien posséder, pas même son ventre, est le sort de la femme dans les royaumes barbares»*. Et partout, *«la domination du vainqueur sur le vaincu se manifestait par la mainmise sur ses femmes»*. Même dans l'Andalousie, chère au cœur de l'auteur. Par contre, en Occitanie, et aux confins du continent, dans les terres celtiques, la femme demeure partenaire égale (on relira à ce sujet Jean Markale: *La Femme celte*). Il a fallu attendre, paradoxalement, le complet asservissement de la femme à titre de main d'œuvre industrielle pour que dans les temps modernes elle retrouve droit de cité, et que renaisse peu à peu l'aspiration à l'égalité de droits et une présence, naturelle, de la femme et de l'homme côte à côte dans les divers aspects de la vie. Evolution dont précisément l'histoire souligne l'importance et dont il faut assurer maintenant la pérennité. *La Bible et l'histoire au féminin*, de la bonne anthropologie, à lire à petites doses, combinant érudition et humour, des textes à méditer, certains ciselés comme des miniatures, nous rappelant aussi que mystique et maternité, religion et féminité ne sont pas obligatoirement séparées: au bout du compte, *«Dieu s'est souvenu de ses filles»*.

René Longet

La Bible et l'histoire au féminin, Editions Metropolis Genève.

Deux expositions de photos à ne pas manquer au musée de l'Elysée, Lausanne.
A voir jusqu'au 28 mars 1993.

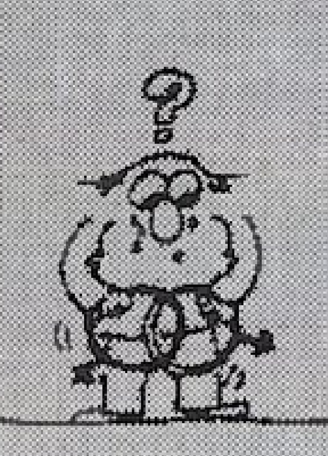
«Haïti» de Bruce Gilden

Le photographe des rues newyorkaises, très provocateur et violent dans ses images, semble hésiter «entre son côté percutant et une vision plus retenue» du pays le plus pauvre de l'hémisphère nord.

«Le temps des colonies»

Photographies de la collection de Ch.-Henri Favrod

«Une exposition de photographies prises avant 1900 dans les pays que les Blancs s'apprêtaient à bouleverser. Plongée dans une passé qui n'a pas fini de nous interroger».





N° 2
1993

flash

La Liberté, 4.2.1993

CHRONIQUE ÉCO-SUD

Le Brésil s'éloigne de plus en plus du néolibéralisme

Grâce à un nouveau programme de reconversion économique, le nouveau président espère créer quatre millions d'emplois et enrayer l'inflation.

Le nouveau Gouvernement d'Itamar Franco, celui qui a succédé à celui de Fernando Collor de Mello suspendu en octobre, a sorti son programme économique. Pendant la transition, il avait déjà donné quelques signes d'orientations sociales en diminuant le prix de l'électricité pour les plus pauvres et en négociant des avantages fiscaux aux industries pharmaceutiques à condition qu'elles consentent des réductions de prix sur certains produits courants.

Sur la même ligne, la nouvelle équipe qui a rendu public son programme fin décembre espère encourager la production des biens moins sophistiqués, plus en rapport avec le pouvoir d'achat des pauvres et qui emploient plus de travailleurs. Il s'agit d'un changement de taille par rapport aux priorités du précédent Gouvernement qui préféraient une modernisation axée sur l'amélioration de la qualité et de la compétitivité. Cette politique avait pour résultat d'encourager les nouvelles technologies et de ne créer que peu d'emplois.

AU SOCIAL

Le programme de conversion prévoit 55 milliards de dollars pour le secteur social pour la seule année 1993. Quatre autres milliards iront à la réhabilisation des routes et des logements pour les familles à bas revenus. Ces deux projets devraient générer une partie des emplois. Pour promouvoir la création de postes de travail supplémentaires et encourager la croissance, l'administration compte développer les industries intensives en main-d'œuvre en instaurant des mesures fiscales.

Le Gouvernement compte également encourager la baisse des prix de certains aliments et combattre la malnutrition. Ainsi, des stocks, qui permettraient de réguler le marché, seront constitués. Il s'agit de réduire le coût des aliments de base de 30 à 40 %. On espère que deux millions de personnes pourront bénéficier de ces produits qui seront distribués par des chaînes de supermarchés spéciales. Ces dernières devraient voir le jour dès cette année.

L'entrée en vigueur de ce programme, qui vise de faire passer le taux de croissance à 5 % d'ici à deux ans, dépend encore de l'approbation par le Congrès des mesures d'ajustement fiscal qui devraient engendrer quelque 12 milliards de dollars de recettes supplémentaires pour le budget de l'Etat.

Ce programme ne rompt pas totalement avec les politiques mises sur pied par l'ancienne administration. Itamar Franco compte maintenir l'ouverture du marché national aux capitaux et aux produits étrangers et écarte d'office toute mesure non orthodoxe pour stabiliser l'économie. Il ne tourne pas non plus le dos au plan de privatisation des entreprises d'Etat. Mais l'attention portée au secteur social, aux industries créatrices d'emplois ainsi qu'à l'augmentation de la valeur réelle des salaires, constitue de fait une distanciation par rapport aux idées néolibérales de l'ancien président.

Les bonnes intentions manifestées par la nouvelle équipe ne sont pas cependant à l'abri des critiques. Selon Sergio Werland, économiste, une augmentation des dépenses publiques et une croissance incontrôlée pourraient, à terme, se traduire par une relance de l'inflation, plus de 1000 % en 1992. Un autre économiste de l'Université de Rio de Janeiro estime qu'on risque d'empêcher la redynamisation de l'économie en réduisant trop brusquement les taux d'intérêts, environ 43 % actuellement.

MARIO OSAVA/InfoSud-IPS

Le Courrier, 6-7.2.1993

COLOMBIE

Education et Libération dénonce la mort d'un proche

Guevara, paysan colombien engagé dans un programme d'alphabétisation des travailleurs, a été assassiné.

La région d'Uraba est située dans le nord de la Colombie. La production de bananes est sa principale source d'activité, dans des conditions d'exploitation des travailleurs très dures tant pour les cueilleurs que pour la main-d'œuvre chargée du tri et de l'emballage. Education et Libération, en coopération avec le Centre national de formation et de conseils socio-économiques (CENASEL) et avec l'appui financier de la Coopération fédérale (DDA) et de la Ville de Lancy, a organisé un programme d'alphabétisation des travailleurs du secteur bananier.

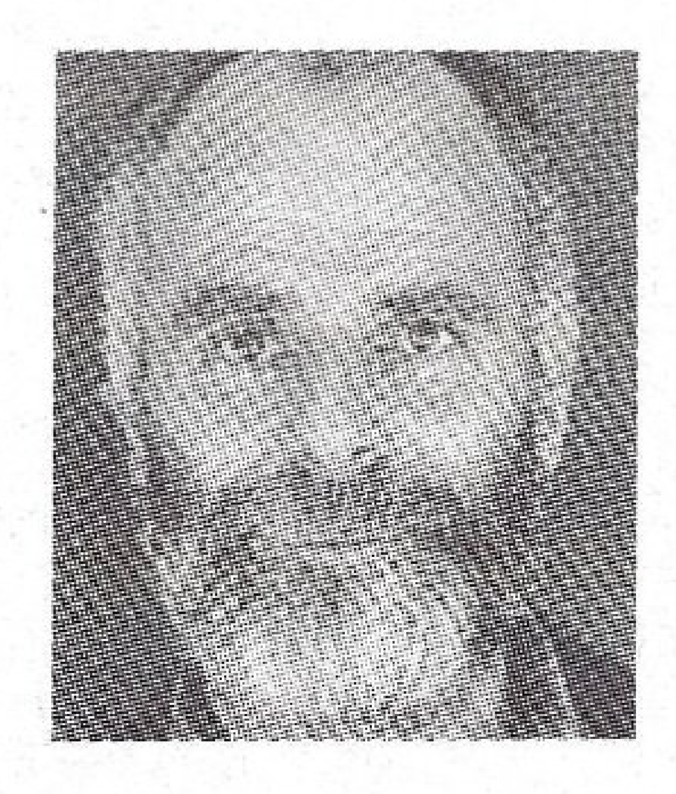
Selon Education et Libération, ce programme a débuté dans un contexte critique. La répression des organisations populaires, le plus souvent sous la forme de massacres perpétrés par les escadrons de la mort, se serait traduite par des milliers de morts chaque année. C'est dans ce climat qu'Alirio Guevara, vice-président du syndicat «Sintrainagro», aurait été assassiné.

Ce syndicat travaille avec le CENASEL et «Education et Libération» dans la campagne d'alphabétisation, dont avait bénéficié Alirio Guevara puisqu'il avait récemment obtenu le certificat de 5e primaire. Issu de la paysannerie, luttant aux côtés de secteurs religieux pour les revendications paysannes, Alirio Guevara devint l'un des dirigeants de l'Association nationale des paysans avant de se lier aux travailleurs du secteur bananier. Pour la campagne d'alphabétisation, il allait de ferme en ferme pour réunir les travailleurs et les convaincre de s'intégrer au processus éducatif. De plus, il travaillait avec le CENASEL et Education et Libération à une proposition de projet en faveur des femmes touchées par la violence, notamment celles qui ont perdu un proche «dans la lutte pour la démocratie», selon Jean-Pierre Lagnaux, secrétaire général d'Education et Libération. Cette association, qui perd un proche, se demande «avec la même douleur et la même rage, à qui profite ce crime».

DENIS INKEI

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT: DES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT

C'était l'un des objectifs avoués du Conseil fédéral d'ici à l'an 2000. Sous réserve de derniers pointages plus précis, il a été atteint l'an dernier déjà: 0,4% du produit national brut (PNB) pour l'aide publique helvétique au développement. A première vue, un résultat dans la droite ligne d'une progression continue depuis deux ans: 0,31% en 1990, 0,36% (pourcentage correspondant aux fonds pris en compte par les experts internationaux) en 1991, où la Suisse dépassait pour la première fois la moyenne des pays de l'OCDE...



LAURENT BONNARD EST RESPONSABLE DE LA RUBRIQUE ÉCONOMIQUE DE LA RADIO SUISSE ROMANDE

On aurait tort pourtant de se réjouir trop vite. La Confédération ne pourra pas tenir ce cap. Tout laisse à penser que 1992 restera une exception: le budget de l'aide au tiers monde a été gonflé par des crédits uniques acceptés par le Parlement à l'occasion du 700e anniversaire de la Confédération (300 millions de francs pour des programmes liés à la protection de l'environnement et 400 millions consacrés au désendettement).

Il faudra aussi faire la part des dépenses occasionnées par l'adhésion de la Confédération aux institutions de Bretton Woods, autrement dit à la Banque mondiale et à ses filiales. Ces montants sont comptabilisés actuellement dans les budgets de l'aide au développement. C'est faire peu de cas de la promesse des autorités fédérales de payer ces droits d'entrée sur des budgets «ad hoc». Il est vrai que parallèlement, elles s'étaient engagées à ne pas sortir du cadre financier ordinaire... Quadrature du cercle! Bref, l'euphorie sera de courte durée. L'un des collaborateurs de la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA), Thomas Greminger, tirait déjà la sonnette d'alarme il y a quelques semaines dans la très respectable *Vie économique*: déduction faite des contributions du 700e, déduction faite des sommes résultant des engagements pris vis-à-vis de la Banque mondiale, déduction faite enfin des coupes linéaires dans les budgets sous le signe des économies imposées partout, les fonds disponibles pour l'aide et la coopération bilatérales dans le tiers monde vont diminuer sérieusement en 1993.

Dans le climat actuel, ce recul ne fait pas de vagues. A travers la crise budgétaire et la récession économique, les problèmes intérieurs focalisent l'attention. Ce repli n'est du reste pas limité à la Suisse. Les pays nordiques, qui ont toujours montré l'exemple de la solidarité internationale en particulier vis-à-vis du Sud défavorisé, n'y coupent pas: la Suède, elle-même, vient de se donner un budget d'austérité qui implique une aide au tiers monde réduite... ce qui la mettra tout de même à 0,9% du PNB, en tête de toute la zone industrialisée.

On entend déjà le Conseil fédéral expliquer qu'il a sauvé ce qui pouvait l'être: la croissance des ressources à disposition dans ce secteur bien précis demeure, envers et contre tout, supérieure à celle du PNB; c'est encore davantage que dans d'autres secteurs, plus durement touchés par les compressions financières. Les experts pourront soutenir aussi que, si l'on se réfère à la planification budgétaire élaborée il y a deux ans, l'écart n'est pas encore dramatique et qu'il n'est peut-être que momentané. Il est certain enfin que la coopération avec les pays les plus pauvres ne passe pas exclusivement par les canaux visés par les économies. Il n'en reste pas moins que c'est le nerf de la guerre du développement qui est touché: les programmes de collaboration bilatérale sont calculés à long terme, pour des raisons évidentes; c'est tout un climat de confiance qui va être en jeu s'ils doivent être revus à la baisse, «redimensionnés» dans le jargon (selon quelles priorités?).

Finalement, la crise va servir de révélateur: la Suisse, touchée elle-même par la récession, ne peut pas ignorer à quel point sa coopération est indispensable aux dix-neuf pays parmi les plus pauvres, qui étaient jusqu'à aujourd'hui les principaux bénéficiaires de son aide... Une aide au développement que le conseiller fédéral Cotti promettait, il y a quelques mois au sommet de Rio, d'«augmenter substantiellement».

L. B.

Ingérence

par Olivier Labarthe

Dans ce mot le deuxième «e» me gène. Il a le goût d'une faute d'orthographe. Mais cette faute est volontaire, préméditée, car si on écrivait ingérance, cela donnerait à penser à la non- gérance. On serait dans le règne du désordre alors que par l'ingérence on entend ramener l'ordre. C'est le général De Gaulle, selon Littré, qui semble avoit utilisé pour la première fois ce terme pour qualifier l'action de certains représentants britanniques au Levant. Aujourd'hui il est notamment à l'ordre du jour pour parler de la Somalie.

On sait bien que lorsque la nécessité d'inventer un mot se fait sentir, c'est que la pratique est déjà en place. Or l'art d'aller fourrer son nez ou ses pieds chez le voisin ne date pas d'aujourd'hui. Il suffit de penser au film «Faiseurs de Suisses» ou aux manoeuvres des partis bourgeois contre la candidature de Christiane Brunner.

Alors pourquoi un mot neuf pour une vieille habitude. Certains auraient-ils soudain des scrupules moraux voire humanitaires? Pensez, on ne dit plus balayeur, mais par respect pour ceux qui exercent ce métier tant décrié, technicien de surfaces. Après croisades, guerres, expansions, colonisations, etc. voici: ingérence humanitaire.

Mais il y a autre chose qui me gène. Le changement de l'orthographe fait oublier que ce mot appartient à la famille: gérer, gestion, gérance. Ces termes définissent la manière d'administrer un bien, qui généralement appartient à autrui: gérance d'immeuble, gestion de fortune ou des biens d'une personne sous tutelle ou curatelle.

Cette gestion peut se faire seul ou à plusieurs, elle devient alors cogestion. Au fait qu'est devenu ce terme qui a fleuri il y a à peine 25 ans. Où sont passés tous les rêves qui voulaient que l'autre fût partenaire et vînt mettre une limite à tous les gestionnaires potentats qui ne peuvent que s'ingérer pour prendre un bien qui ne leur appartient pas? Fallait-il donc inventer un mot pour dire la faillite de la cogestion?

Or il y a une troisième raison pour laquelle je regrette l'emploi de ce terme. Il n'apparaît qu'une seule fois dans la bible. Prenez la première lettre de Pierre, chapitre 4 verset 15. On y dénonce les meurtriers, les voleurs, les malfaiteurs et «ceux qui se mêlent des affaires d'autrui». Cette expression traduit un mot composé grec qui regroupe les termes de «surveillant» et «étranger». L'originalité de ce terme est telle – l'aurait-on inventé pour l'occasion? – qu'on ne peut chercher son sens que dans le rapport donné entre la notion de surveillance et celle d'étranger. Il s'agirait donc de ceux qui font preuve d'une curiosité déplacée et en conséquence d'un activisme illégitime. L'auteur de la lettre viserait ainsi les chrétiens qui, sous prétexte religieux, s'immisceraient dans la vie des autres et chercheraient à régenter la vie sociale.

La tentation d'ingérence, même pour un juste motif, ne date donc pas d'aujourd'hui. Et la dénonciation de toute ingérence n'a pas souvent été à l'ordre du jour des Eglises.

On pourrait bien accepter une exception à cette règle quant il s'agit de populations décimées pour lesquelles une ingérence «humanitaire» semble être la dernière possibilité de survie. Mais par combien d'autres ingérences cette ingérence-là a-t-elle été précédée? J'ai le sentiment qu'en acceptant cette ultime ingérence nous ratifions toutes celles qui l'ont précédée, à savoir ces «ingérences rampantes» qui ont nom: alliances politiques, soutiens économiques et monétaires, autonomie militaire, etc.

Pour ma part je crois encore au chemin devenu très difficile de la cogestion et du partenariat. Et je place le mot d'ingérence (Somalie) dans mon dictionnaire des mots mots-dits où il se trouve en compagnie de redéploiement (Liban) et épuration (Bosnie).

1992. Les peuples latino-américains... Année perdue dans une décade à nouveau perdue

Dialogue avec Franz Hinkelammert, par Sergio FERRARI pour «Interrogation»

Traduit par Jean-Pierre Renk (Neuchâtel)

Les années 80, baptisées «décade perdue» pour les peuples d'Amérique latine – et du tiers monde en général – sont chronologiquement dépassées.

Le nouveau lustre, lors de son second tour, celui de 1992, ne paraît néanmoins pas augurer d'une quelconque récupération économique dans le cadre du modèle impérial, venu du Nord, qui, jour après jour, continue de faire des ravages parmi les secteurs les moins aisés de chacun des pays du Sud.

«Je sens que les années 90 ne se développent pas en continuité complète avec les années 80... Il n'y a pas de changements significatifs en vue», soutient Franz Hinkelammert, nom familier en Amérique centrale, région dans laquelle il travaille depuis quinze ans.

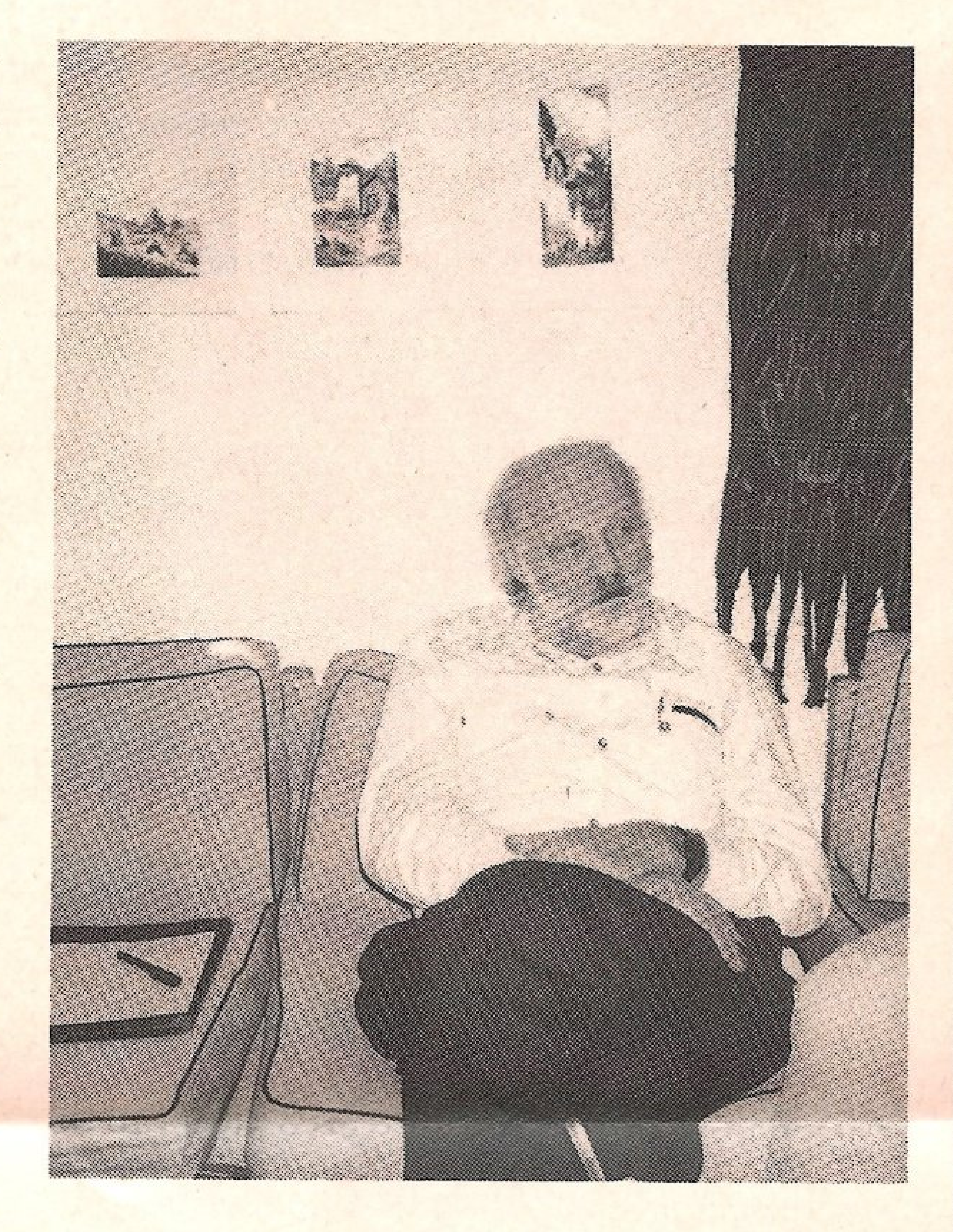
Docteur en économie de l'Université libre de Berlin, il a quitté son pays d'origine pour se rendre au Chili dans les années 60 et passer, quelque temps après, au Honduras – comme directeur postgradué de l'Université autonome – et au Costa Rica, où il travaille actuellement comme l'un des coordinateurs du prestigieux Département œcuménique d'enquête (DEI).

S'ajoutant à la publication d'une dizaine de livres – parmi ceux-ci «La dette extérieure d'Amérique latine», «Démocratie et totalitarisme», «Les armes idéologiques de la mort», etc. –, son abondante réflexion qui échappe aux frontières centro-américaines, est venue de fait enrichir le débat imprescriptible entre le Nord et le Sud.

A son passage en Suisse, «Interrogation» a réussi à s'entretenir avec lui dans le cadre d'un débat collectif réalisé avec des théologiens et des spécialistes des sciences sociales à l'Université de Fribourg.

Les multiples organisations de base qui fleurissent dans tout le continent sont, selon l'interprétation de Hinkelammert, **le principal signe d'espérance des années 90, bien que «ces signaux n'arrivent pas aujourd'hui à mettre en question le pouvoir dominant»**.

La tâche n'est ni facile, ni à court terme, souligne l'enquêteur allemand qui défie la



«gauche» latino-américaine – froide et téméraire – d'approndir davantage le débat et la compréhension sur l'effort cubain pour survivre dans un continent où «les peuples continuent d'être pleinement solidaires» avec l'expérience de la petite île des Caraïbes.

Une nouvelle décade «perdue».
Sergio Ferrari (S.F.): On disait que les années 80 furent une décennie de recul pour les peuples latino-américains. Néanmoins ce qui s'est passé de 1990 à maintenant laisse beaucoup à désirer, toujours en partant de la perspective de la grande majorité de ces nations...

Franz Hinkelammert (F.H.): On voit que les années 90 se développent en continuité complète avec les années 80. Il n'y a pas de changements significatifs en vue. Ce qui se passe, c'est que les contraintes provoquées pour assurer l'ajustement structurel ont passé. **Maintenant l'ajustement structurel est en place**. Et nous affrontons une situation d'exclusion (des grands secteurs sociaux) qui est totale, fermée et de laquelle on ne parle pratiquement pas...



Il y a, en quelque sorte une espèce de stabilité de la crise. Et il me semble que c'est cela la seule prévision pour les années 90.

Reformulation des luttes populaires
S.F.: N'est-ce pas une vision un peu défaitiste?

F.H.: Je n'ai pas terminé le concept. Malgré cette certaine stabilité de la crise, apparaît une nouvelle réalité probable: *Que les années 90 soient celles de la reformulation des luttes populaires*. Je ne crois pas que les *peuples du continent soient dominés pour toujours*.

S.F.: Sur quoi se base cette affirmation?

F.H. De tous côtés, en Amérique latine, on voit surgir de nouvelles organisations populaires. Il y a des mobilisations en Amérique latine, mais néanmoins elles se situent, je crois, à des niveaux qui ne peuvent pas «provoquer» les gouvernements. **Mais il y a une reformulation de ce que l'on nomme la société civile, de toutes parts, et c'est à noter**.

Au Brésil, le Parti des travailleurs maintient sa force. Il y a de nouvelles reformulations en Uruguay, mais aussi en Amérique centrale: la récupération du Front sandiniste, l'organisation populaire au Salvador. Tout cela nous mène à penser que le dernier mot n'a pas été dit et que l'on n'a pas réussi à contrôler les peuples.

La propriété pour les travailleurs...
S.F.: Dans ce cadre, l'effort des travailleurs du Nicaragua pour obtenir une partie de la reprivatisation en leur faveur présente-t-il une dynamique? Cela peut-il être une option valable pour d'autres pays?

F.H.: Je crains que, dans quelques cas, le but de cette reprivatisation soit de donner au grand capital la possibilité de revenir acheter la terre. Si la privatisation se fait en petites unités, sans aide technique et sans crédits, le grand capital reprendra la terre à très bon marché.

S.F.: Alors, ce n'est pas convaincant comme alternative, bien qu'étant suscité par la base?

F.H.: Oui, si elle est jointe à la réforme agraire, à l'aide technique et à un système de crédit, je suis également d'accord. Mais j'ai l'impression que si la privatisation ne se fait pas dans ces conditions, elle pourrait dériver vers une récupération de la terre par les anciens propriétaires.

L'heure des alternatives?
S.F.: Existe-t-il des alternatives formulées pour faire face aux tendances néo-libérales en cours?

F.H.: Je crois que le plus important, maintenant, c'est de *revenir à l'exercice du droit de penser à des alternatives*. De récupérer l'espace



pour penser. C'est net: au niveau idéologique, culturel, tout ce qui pense de manière distincte est durement critiqué par le système. On a perdu le droit de penser. Avec la circonstance aggravante que dans de nombreux secteurs on risque de tomber dans une inertie de la pensée. *C'est pour cela que je pense qu'il est tellement important de poser comme premier maillon de cette nouvelle étape la reformulation de la capacité de penser.*

S.F.: Quelques intellectuels, surtout dans le Cône Sud, mettent l'accent sur le secteur informel (économie «sauvage», commerces parallèles) comme nouvelles alternatives. Quelle est votre interprétation du problème?

F.H.: Je ne sais pas grand chose à ce sujet. Récemment, nous avons commencé à penser que là peut être la clé de l'économie latino-américaine...

S.F.: On parle beaucoup par exemple du Chili, du Pérou, de l'Amérique centrale...

F.H.: En effet, ce secteur informel est devenu majoritaire dans de nombreux endroits du continent. Le problème est de lui donner de la consistance. De plus, comme le secteur informel est informel, il est quelque chose. Ce n'est pas une catégorie sociologique. C'est bien plus une anticatégorie sociologique... tout ce qui n'entre pas dans une catégorie. C'est difficile de le traiter comme secteur.

S.F.: De plus, le drame est que le secteur informel ne résulte pas d'une décision «consciente» et d'un libre choix, mais qu'il représente la conséquence d'un système économique qui laisse sans alternative la majorité...

F.H.: C'est clair que nul n'y va par plaisir...

S.F.: La grande question serait comment lier les différents groupes qui composent ce secteur...

F.H. Ce serait la grande question. On en parle beaucoup en Amérique centrale, mais je dois admettre ne pas avoir d'expérience personnelle. D'autres en parlent, le disent et me convainquent. Nécessairement, doivent surgir de nouvelles structures, de nouvelles

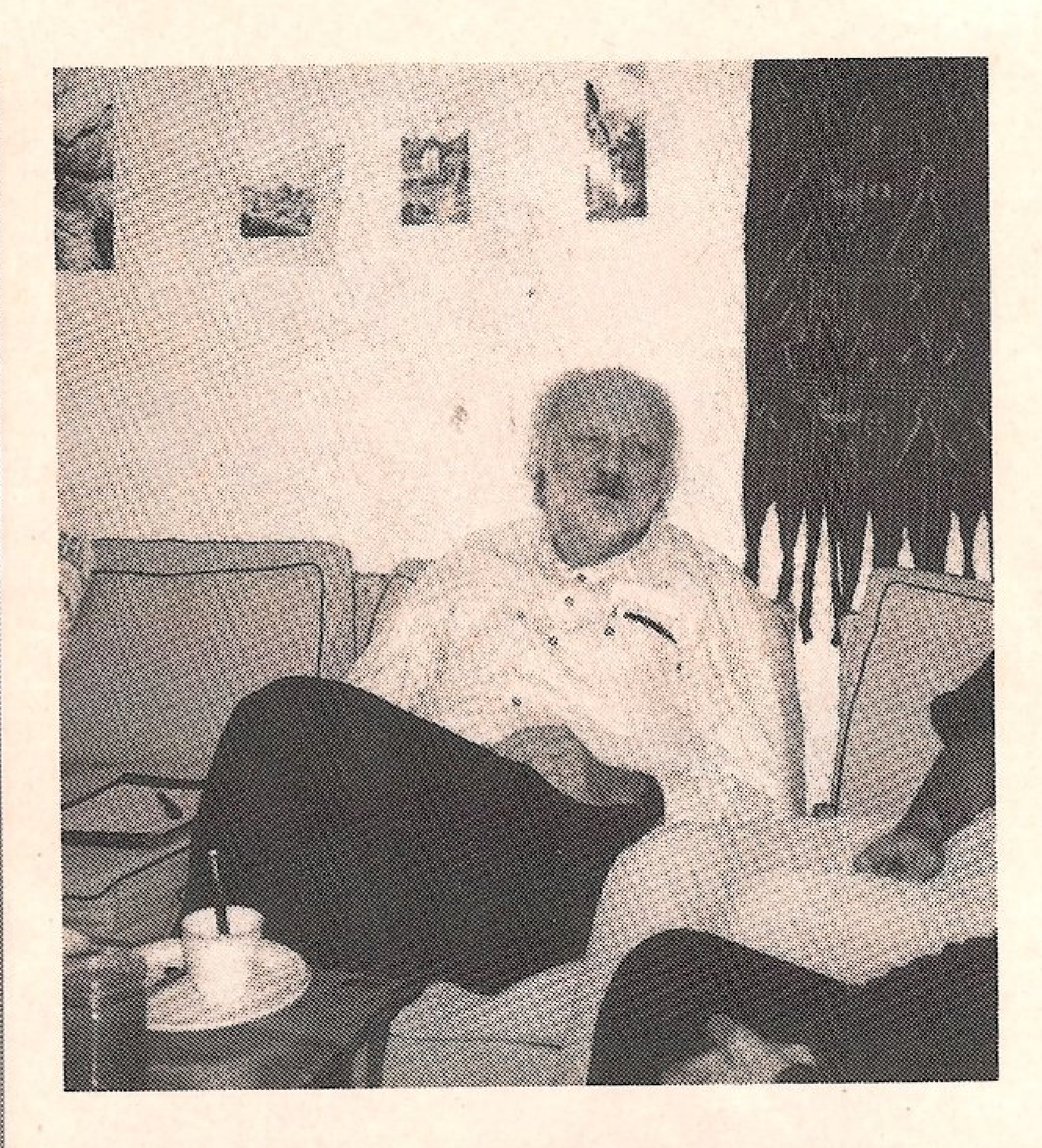


relations de solidarité, parce que la solidarité est ici une affaire de survie. Donc, il existe une structure qu'il faudrait repenser pour la rendre consistante...

Il faudrait parfois faire des divisions de marchés, admettre que toute activité qui surgit à tout moment pourrait être balayée par une grande entreprise du secteur formel et obliger tout le monde à recommencer. Ou admettre la légitimité de productions non-compétitives, qu'une production ne soit pas compétitive n'est pas une raison suffisante pour l'éliminer.

D'autre part, je pense qu'il existe des théories qui traitent le secteur informel en pensant qu'à l'avenir il va se formaliser. Elles voient les entreprises informelles comme de futures grandes entreprises capitalistes. Elles soutiennent que le secteur informel, au travers de la croissance de l'entreprise capitaliste, va disparaître comme résultat du développement économique. **C'est la vieille illusion que la croissance élimine les obstacles à l'intégration humaine dans la société.** A la fin, humanisation et technification sont la même chose. C'est sur la base de





ces critères que travaillent certaines théories qui ne veulent pas accepter le caractère définitif de ces secteurs...

La crise de la «gauche» latino-américaine

S.F.: En lien avec toute cette discussion, on sent que la pensée progressiste latino-américaine ne réussit pas à articuler des propositions. Cela coïncide-t-il avec la situation d'une «gauche» en crise?

F.H.: Oui. Et je sens que, dans le cadre de ce que furent les forces progressistes, on ne conçoit pas aujourd'hui de changer le capitalisme, mais l'ajustement à la logique de ce dernier: faire des ajustements et obtenir, en somme, un espace pour faire quelque chose. Mais, en effet, ce qui domine, c'est une logique capitaliste.

Avec un «drame» accessoire. Dans de nombreux pays, la gauche est acceptée au gouvernement, parce qu'elle applique mieux les plans capitalistes que la droite. Par exemple, en Espagne, la politique de droite est mieux imposée par le Parti socialiste ouvrier espagnol. La même chose se passe en Bolivie. Au Chili, le parti démocrate-chrétien et le parti socialiste imposent la politique économique de Pinochet, une politique néolibérale pure. La gauche a perdu son identité.

S.F.: Cela nous mène à une autre interrogation. Que serait le point de rupture du capitalisme ou celui-ci va-t-il continuer à toujours trouver des alternatives à sa crise?

F.H.: Ce n'est pas certain. Le capitalisme ne sort pas de solutions de sa poche. Il réprime les solutions. Cela augmente la crise. Il manipule la crise. Il ne trouve aucune solution. Et cela est dramatique. C'est pour cela que, quand on parle de modèle, on se réfère toujours à la Corée du Sud ou à Taiwan. Le plus loin possible pour que l'on ne puisse pas comprendre. Ce sont des concepts de révolutions lointaines, un peu comme faisait la gauche auparavant.

Cuba embarrasse la gauche

S.F.: Dans le cadre de cette crise de la pensée progressiste, on a l'impression que la gauche traditionnelle du continent se distancie de l'expérience cubaine. Elle ne veut pas en débattre...

F.H.: Spécialement les secteurs de la gauche qui veulent entrer dans le jeu du pouvoir démocratique. D'une certaine manière, il leur est difficile de s'identifier à Cuba. Car la crise du socialisme a créé tant d'ombres que celles-ci pourraient se projeter sur toute définition socialiste et l'opinion publique te «liquide» quand on cherche une quelconque référence à Cuba.

Néanmoins, parmi les peuples latino-américains, Cuba continue d'être une référence très importante. A quelques exceptions – comme le Parti des travailleurs brésilien –, la gauche veut se distancer de Cuba. Sans même reprendre une série d'éléments essentiels qui pourraient enrichir la pensée révolutionnaire.

S.F.: Dans une ultime étape difficile, où l'on constate le grand rachitisme conceptuel d'une bonne partie des secteurs progressistes du continent?

F.H.: Oui. Mais de nouveaux processus sont en cours. Il est possible que ce soit la tâche de toute la décade prochaine, jusqu'à ce que de nouvelles luttes pour le pouvoir acquièrent une consistance.

Naissance

Pablo, né le 23 janvier 1993, au Foyer de Philippe et Eurides Gisler Oliveira, volontaires, Rua Tertuliano Dos Reis 34E, Plataforma, 40710-590 Salvador/Brésil

---

Nous avons une communication importante à vous signaler: le secrétariat de Frères Sans Frontières va changer d'adresse dès le:

30 mars 1993

Frères Sans Frontières
Service chrétien pour le développement

Route de la Vignettaz 48
Case postale 129
Ch-1709 Fribourg

Tél: 037/82 12 40
Fax: 037/82 12 43

Cette «Déclaration d'Oslo» a été rédigée par les Organisations non Gouvernementales européennes chargées de l'envoi de volontaires, à l'occasion de leur rencontre de novembre 1992 à Oslo.

Déclaration d'Oslo

1. Pour intensifier la lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud, le meilleur moyen est de mobiliser et de soutenir les activités d'autopromotion des groupes défavorisés.

Les organisations de volontariat à la coopération, en tant qu'intervenants extérieurs, s'engagent à respecter la responsabilité des pays/groupes du Sud, à gérer leur propre avenir et à prendre leurs décisions dans le cadre de leur style de vie spécifique. A cet effet, elles trouveront les moyens de répondre aux besoins et attentes des pays du Sud. Elles sont également prêtes à envisager des interventions à long terme, dans des programmes de développement conçus par les partenaires.

En conséquence, les interventions des organisations de volontariat à la coopération seront de plus en plus diversifiées et s'accompagneront de mesures telles que le financement de ressources humaines locales, l'offre de stages de formation et davantage de moyens d'échange mutuel pour plus de partenariat entre le Nord et le Sud.

2. La récession économique dans le Nord, l'augmentation des troubles sociaux, la renaissance de mouvements nationalistes partout dans le monde, sont autant d'éléments contraires à nos aspirations et à notre désir de solidarité internationale.

La détérioration de l'environnement, les migrations dues à la pauvreté économique, les flux de réfugiés politiques, ne peuvent être endigués que par des actions concertées au Nord et au Sud. De telles mesures impliquent une véritable coordination entre les organismes d'envoi de personnel dans les programmes de développement. Les efforts de la coopération au développement constituent un élément capital d'une politique globale de paix. Ceux-ci doivent être renforcés en combattant les causes et non les symptômes des problèmes.

C'est pourquoi nous faisons appel à nos gouvernements afin qu'ils ne réduisent pas les budgets d'aide à la coopération. Ils doivent au contraire accroître leur soutien aux actions de promotion du progrès social et économique, aux efforts de participation démocratique dans les pays du Sud.

En qualité d'organisations impliquées dans les programmes de développement, nous voulons intensifier nos efforts pour informer nos opinions publiques sur nos expériences de coopération internationale et sur les réalités des pays où s'exerce notre solidarité.

Ainsi, nous contribuerons davantage à éliminer les nouvelles tendances au nationalisme exacerbé et au racisme, dans nos propres sociétés avant qu'il ne soit trop tard.



Dans la boîte aux lettres de GVOM (puisque nous n'avons pas de secrétariat!), nous parviennent de nombreuses demandes de départs. Départs à court terme, départs immédiats, qui se heurtent souvent de divers côtés à des préavis négatifs quand ce n'est pas de l'impatience ou du rejet pur et simple.

Nous n'avons pas de solutions toutes faites ni surtout de super-projets dans lesquels «caser» tous les gens en mal de partir. Mais nous leur proposons un accompagnement dans leur réflexion, pour organiser leur attente et peut être clarifier le «ici» et le «là-bas»...

«J'ai envie de m'engager pour participer à une solidarité.» Deux moments pour faire le point

vous souhaitez participer à une solidarité
vous désirez passer quelques années à un travail de solidarité
vous voulez orienter votre choix en vue d'un engagement concret

Nous vous offrons deux moments de réflexion
Pour partager avec d'autres qui se posent des questions semblables.

Deux vendredis soirs 20 h. au samedi 18 h., les 14-15 mai et les 11-12 juin 1993

Premier temps:	Partage des souhaits et des projets des participants. Etablir ce que représentent ces projets face aux réalités.
Deuxième temps:	Connaître (un peu plus) les réflexes et les préjugés qui nous font vivre.
Troisième temps:	Approche des processus de la misère, de l'exclusion et des «catégorisations» traditionnelles. A partir d'exemples suisses et outre-mer.
Quatrième temps:	Bilan des découvertes et de l'avance des réflexions personnelles. Partage par rapport aux projets initiaux.

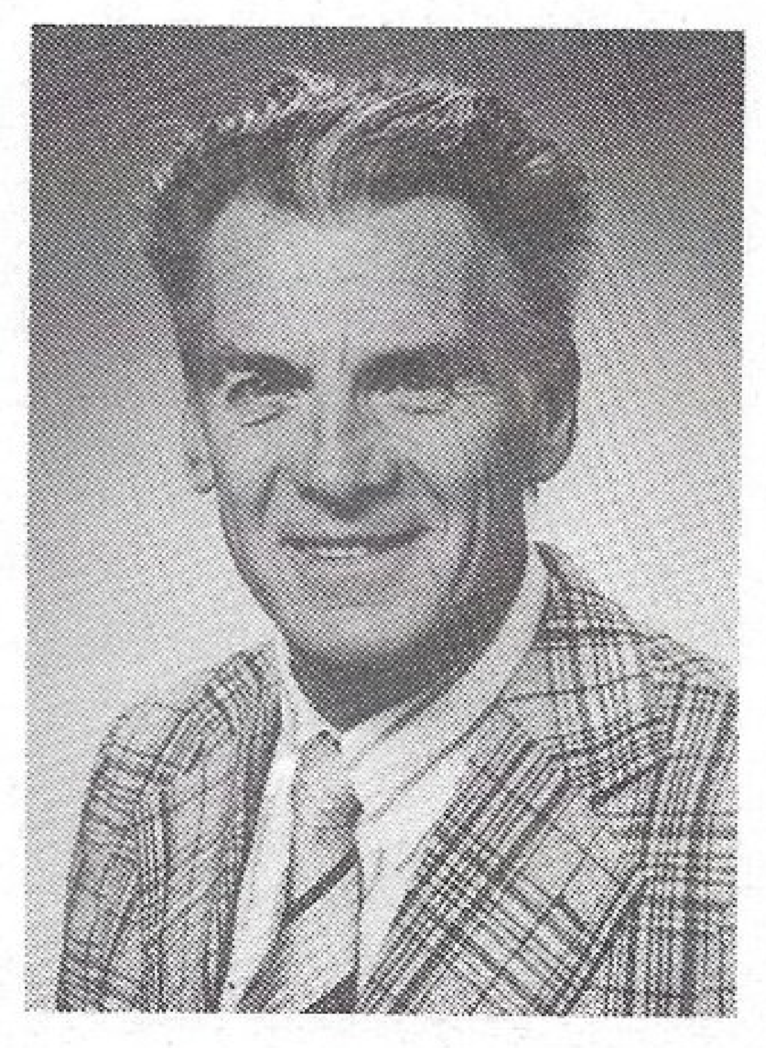
Ces moments sont vécus en résidentiel et il est indispensable de participer aux deux

Lieu:	Longirod (jura vaudois)	Nombre max.: 12 personnes
Animation:	Philippe Wyss et Gilbert Zbären;	Prix: 100.– à 200.– (selon moyen)
Inscription:	à renvoyer dès que possible à Francis Monot, Coordinateur GVOM, 11, St Bernard, 1510 Moudon	

Nom ______________________ Prénom ______________________

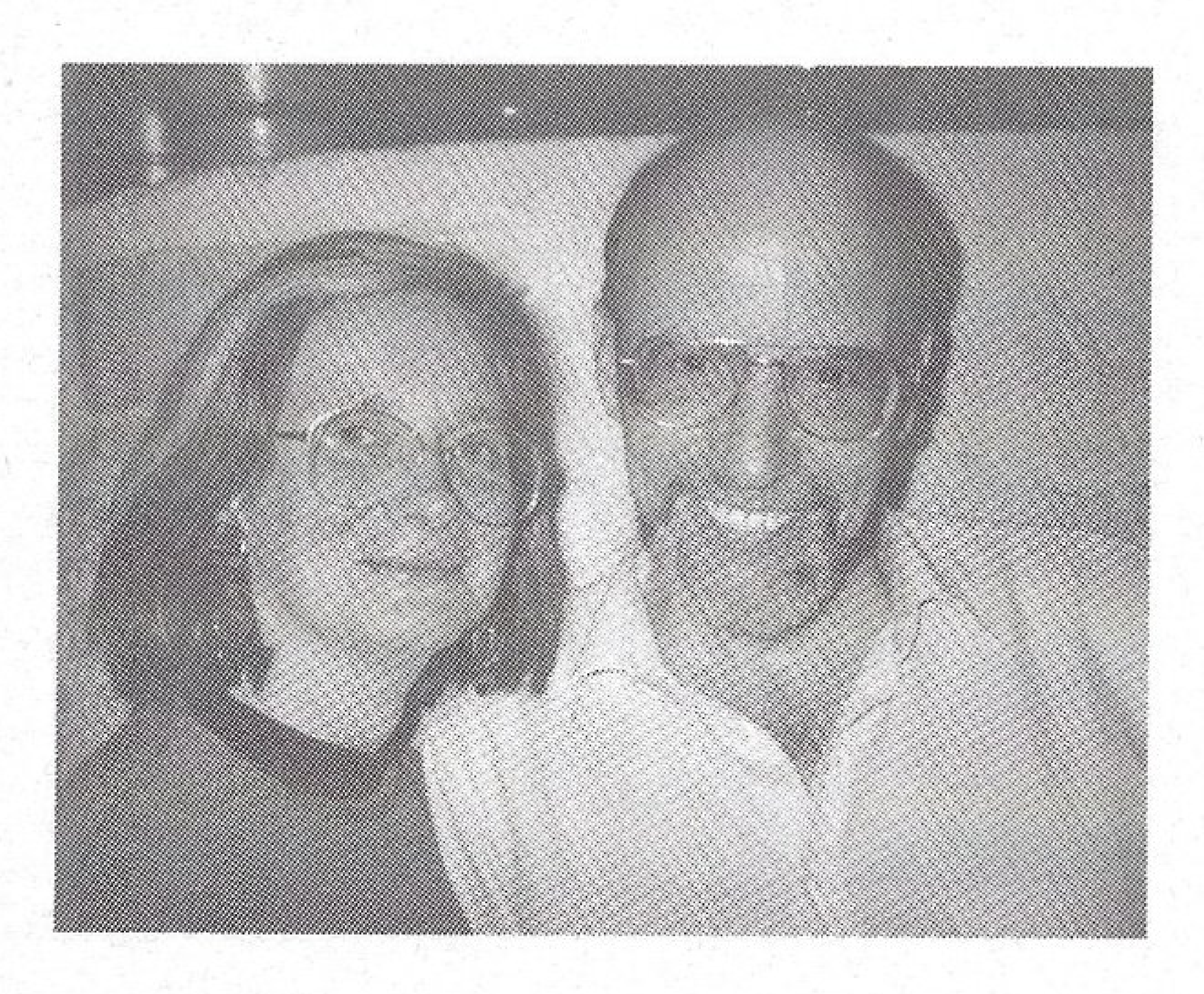
Adresse ______________________ Tél. ______________________

Ils sont partis



Notre ami **Aloïs Erb,** est arrivé à Conakry en République de Guinée au mois de décembre déjà. La situation économique catastrophique du pays est la conséquence de longues années de despotisme et de mauvaise gestion de la part de Sékou Touré. Malgré des richesses potentielles importantes la situation générale reste préoccupante. Seule une faible partie des 2 millions de Guinéens vivant à l'étranger (environ le tiers de la population...) est retournée au pays. Le renouveau démocratique n'a pas eu le même développement qu'ailleurs en Afrique. C'est dans ce contexte que notre volontaire entrepreneur-architecte, qui a déjà fait dix-sept ans d'Afrique, forme des chefs de chantiers à l'aide de l'infrastructure de l'Organisation catholique pour la promotion humaine (Diocèse de Conakry). Bon travail Aloïs, le chantier est vaste!

Liliane et Gérard Sermet de Genève ont atterri à Niamey dimanche 5 février. Dans une situation politique et économique difficile Gérard va reprendre le poste de responsable de programme à Agadez. Il effectuera un «tuilage» d'environ trois mois avec Pierre-Henri Bouyer qui assume cette charge depuis trois ans. L'avenir nous dira si le Programme d'apppui à l'autopromotion des paysans pourra se poursuivre et dans quelles conditions. Les Sermet ont visité le programme l'automne passé et ont l'expérience du travail au Sahel. Ils ont accepté leur tâche avec courage et lucidité. Bonne chance!



Jean-Denis Renaud

Postes à pourvoir

Tchad:

Un(e) administrateur ou gestionnaire pour l'organisation et la structuration d'associations travaillant avec des personnes handicapées. Il est nécessaire d'avoir de l'expérience professionnelle dans le monde associatif (travail en équipe et avec des groupes), des connaissance des méthodes participatives. Il est souhaitable d'avoir une expérience de vie et de travail en Afrique, ou avec des personnes handicapées physique. Pour trois ans dès l'été 1993.

Un(e) administrateur(trice) ou gestionnaire pour l'organisation et la structuration de petites et moyennes entreprises. Expérience dans ce domaine exigée. Expérience de vie et de travail en Afrique ou avec des personnes handicapées physiques (ateliers protégés) souhaitée. Pour trois ans dès l'été 1993.

Niger:

Spécialiste en micro-ordinateur dans un institut nigérien pour la réforme du système scolaire. Compétences: ingénieur système, bonne maîtrise de Page Maker (IBM). Goût pour la mise en page, connaissance de CORELL DRAW et PAINT BRUSH appréciée. Tâches: traitement de la production, diagnostics et dépannage des problèmes de 10 PC. Homologue à former. Deux ans à Niamey.

Guatémala:

Formateur/trice syndical/e. Participer à une équipe formant des cadres et conscientisant la base. Elaborer des contacts internationaux. Connaissances pédagogiques. Maîtrise de l'espagnol. Guatémala City. Deux ans.



N° 2
1993

Faval David, volontaire d'Eiréné, est coordinateur de l'ALCESDAM (Association de lutte contre l'érosion, la sécheresse et la désertification au Maroc) au Maroc.

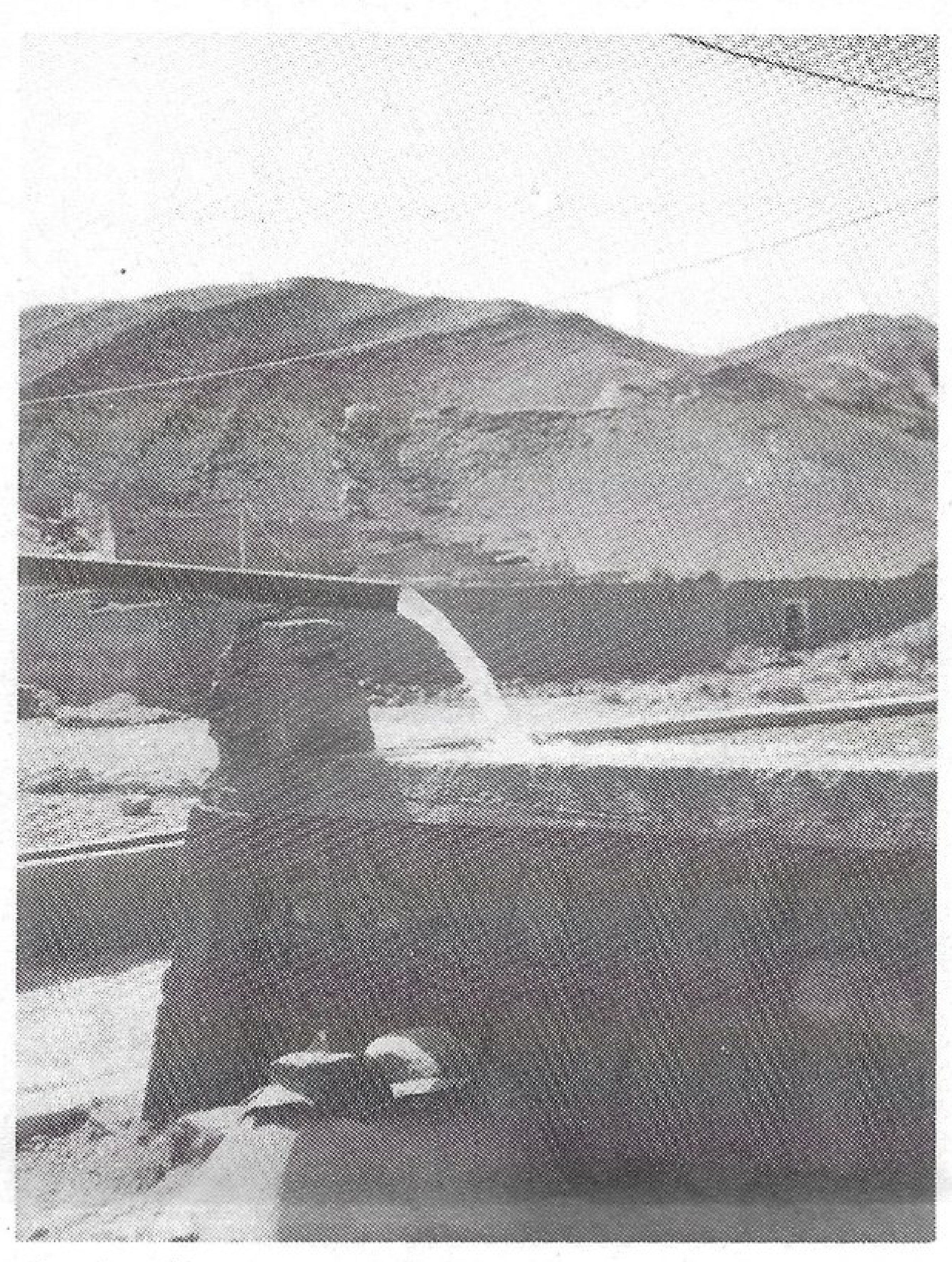
Chers amis,

Voilà maintenant plus d'un an que j'ai établi mes premiers contacts avec l'ALCESDAM et Eiréné. C'était durant l'été 1991: je finissais ma formation au technicum agricole de Zollikoffen, c'était il y a plus d'un an mais je m'en souviens comme si c'était hier. Quelle chance inouïe pour moi qui suis un enfant du Maroc (j'y ai passé la plus grande partie de mon enfance et de mon adolescence) de trouver immédiatement à la fin de mes études une occasion d'y retourner et d'y commencer ma vie professionnelle. C'est donc, je l'avoue, par hasard et non par vocation que je me retrouve au Maroc dans une association d'aide au développement. Ne dit-on pas que le hasard fait bien les choses? Je pense en tout cas que j'y suis à ma place et que je peux contribuer efficacement aux programes de l'ALCESDAM. En tant que «ould el bled» (enfant du pays) et étranger (suisse) en même temps, j'ai un regard averti et objectif à la fois sur ce pays en plein développement. Mon départ au Maroc en janvier 1992 n'est pas un simple retour aux sources opportuniste et bassement intéressé, c'est aussi, comme pour tout le monde au sortir des études, un départ vers l'inconnu, vers une nouvelle vie loin de l'insouciance qui avait pourtant caractérisé mon enfance et mon adolescence à Casablanca. C'est un autre Maroc qui m'attendait; inconsciemment je le savais et je m'y étais déjà habitué: un Maroc actif, un Maroc riche d'une complexité inouïe, une société moderne et à la fois profondéement attachée à ses traditions, le Maroc des paradoxes et des extrêmes où tout est possible... peut- être, un Maroc ouvert vers l'étranger mais fier et susceptible, un Maroc en pleine mutation mais toujours pareil à lui-même.



Tête de Kettara et bassin d'accumulation de Aughrif

A mon arrivée et pour quelques mois j'ai élu domicile chez mes parents dans l'ancien quartier espagnol autrefois calme et agréable à vivre mais aujourd'hui voué à une promotion immobilière effrénée. Puis, à la fin du mois d'août, j'ai emménagé avec ma compagne Anne-Lise dans un petit appartement au cinquième étage d'un immeuble sans ascenseur et avec l'eau courante quand nos voisins des étages inférieurs ne sont pas trop gourmands!!! Nous sommes dans un quartier assez populaire, proche du centre ville, dans une rue commerçante et très animée de 9 à 20 h. Le siège de l'ALCESDAM se trouve dans les locaux de l'église protestante de Casablanca près du port, à une quinzaine de minutes en voiture de mon domicile. Nos programmes quant à eux sont réalisés dans la province de Tata au sud-est du Maroc à 750 km de Casablanca où nous nous rendons régulièrement. La province de Tata est grande comme les trois-quarts de la Suisse, elle s'étend de l'Anti-Atlas à l'oued Draâ et elle compte 150 000 habitants environ essaimés dans les oasis le



Station de pompage et bassin d'accumulation créés par l'ALCESDAM Coopérative Agui oasis d'Agadir Lehna

long du Jbel Bani (montagne du Bani). Ces oasis représentent pratiquemnt les seules surfaces agricoles de la province: c'est là que l'ALCESDAM a initié ses programmes sous la direction de M. William Gonet. Plus que de la lutte directe contre la désertification, il s'agit plutôt de régénération de la palmeraie par création de stations de pompage, par amélioration du réseau d'irrigation en construisant des séguias (petits canaux) bétonnées. La palmeraie est un véritable patchwork végétal d'une très grande richesse, cependant c'est un milieu fragile dont la productivité dépend uniquement du travail de l'homme. Lorsque l'on pénètre dans une palmeraie, on se retrouve dans un dédale de chemins, de clôtures en pisé, de séguias d'irrigation, le tout sous un toit de végétation. L'intensité d'occupation du sol, dans les palmeraies est très élevée: on distingue trois niveaux de cultures: les cultures hautes (le palmier dattier), les cultures mi-hautes (abricotiers, figuiers, grenadiers, vigne...) et les cultures basses (cultures fourragères, cultures potagères et céréales) le tout sur une même parcelle!! La densité de culture est telle qu'un hectare de palmeraie absorbe 20 000 m^3 d'eau dans une région où les précipitations sont de l'ordre de 100 mm/an, c'est vous dire l'importance de l'irrigation.

La structure des exploitations agricoles oasiennes est très complexe. Un paysan oasien possède en moyenne 1 ha de terre et quelques dizaines de palmiers. Le potentiel de production de cette petite unité dépend plus des ressources en eau d'irrigation que de la surface. Les palmeraies sont alimentées en eau d'irrigation par des «kettaras»; ce sont des «sources artificielles» alimentées par un long canal enterré (plusieurs kilomètres) qui draine les eaux de la nappe superficielle (8 à 10 m de profondeur) dans les plaines alluviales qui entourent les palmeraies. Cette pratique que l'on retrouve aussi au Moyen- Orient est



Zone de la palmeraie en phase de régénération, coopérative d'Agui. (1er plan: jeunes rejets de palmier du programme de replantation de l'ALCESDAM, 2e plan: un abricotier, 3e plan: palmiers adultes)

vieille de plusieurs siècles. Au Maroc et à Tata on trouve encore de nombreuses kettaras en activité. La kettara est en quelque sorte un mode passif de prélèvement de l'eau. C'est une saignée dans la nappe qui du point de vue de la gestion des ressources en eau a l'avantage de s'autoréguler par rapport au débit de la nappe qui l'alimente. La kettara exige un travail de curage dangereux et pénible pour lequel la main d'œuvre et le savoir faire manquent aujourd'hui. Actuellement avec le progrès technologique, les moyens modernes de forage et de pompage, les kettaras sont de plus en plus souvent associées ou carrément remplacées par des stations de pompage (diesel ou électrique) qui permettent de remédier aux fluctuations saisonnières du débit des kettaras mais qui ne ménagent pas la nappe phréatique superficielle.



Le Bayoud!!!
Effet du Bayoud dans la région d'Agoujgal, la palmeraie a presque disparue à certains endroits

La propriété dans la palmeraie est répartie sur trois objets: la terre, l'eau et les palmiers; autrement dit sur une même parcelle il peut y avoir trois propriétaires (un propriétaire du sol, un propriétaire des palmiers, un propriétaire des droits d'eau) associés souvent à un quatrième homme: le «Khemess» qui est chargé du travail de la parcelle en échange d'une part de la récolte. C'est dans ce contexte très compliqué pour nous mais finalement logique et où tout s'imbrique harmonieusement que sont développés nos projets.

Les palmeraies du sud du Maroc ont subi d'importants dégats ces dernières décennies dus principalement à deux facteurs: la sécheresse persistante (baisse de débit des Kettaras) et le Bayoud, cette redoutable maladie (fusariose du palmier) qui décime les palmiers des meilleures variétés dattières. Ces deux calamités ont vu leur effet amplifié par l'exode des jeunes gens vers les centres industriels du nord du pays ainsi qu'à l'étranger, créant un manque de main d'œuvre propice à l'abandon de l'activité agricole dans les palmeraies. D'un point de vue alimentaire, la province de Tata est sous «perfusion» depuis le Souss (région d'Agadir et Taroudant). Le désenclavement de la région par l'amélioration des voies de communication et la masse monétaire fournie par les travailleurs immigrés originaires de la région, a permis la création d'un petit commerce très florissant et ceci au détriment de la «fonction vivrière» de la palmeraie.

Le but de l'ALCESDAM n'est pas de s'opposer à ce développement bien entendu, mais plutôt d'en minimiser les impacts négatifs, qui, conjugués à la sécheresse et au Bayoud, dégradent l'environnement et le niveau de vie des populations restées en marge de ce développement et pour lesquelles la palmeraie et l'activité agricole en général (élevage y compris) restent les seules ressources.

Pour ma part, je suis coordinateur des programes de l'ALCESDAM. Ce poste consiste à faire la liaison entre le «conseil d'administration» de l'ALCESDAM et les programmes sur le terrain. Pour l'instant je n'assume pas ce poste seul mais je colla-

bore étroitement avec M. Gonet qui a initié l'ensemble des programmes actuels de l'ALCESDAM. Cette phase de transition et d'apprentissage est très enrichissante, elle me laisse le temps de faire connaissance avec ce milieu si riche, si complexe et si fascinant que sont les palmeraies. Nous disposons sur le terrain de l'appui d'un «chef de programme» en la personne de M. Hassan Mouradi qui encadre les paysans bénéficiaires de nos programmes en dehors de ses fonctions au sein du CT de la DPA de Tata (Centre de travail de la direction provinciale de l'agriculture). Lors de mes différents séjours à Tata, je passe beaucoup de temps en compagnie de cet homme de terrain compétent et passionné par son métier qui m'apprend beaucoup de choses. C'est un collaborateur d'une grande valeur pour nous; il est aussi membre du comité provincial du palmier dattier de Tata et connaît donc parfaitement la situation dans les différentes oasis en ce qui concerne l'évolution du Bayoud, les capacités en eau d'irrigation et en main d'œuvre, ce qui nous permet de bien cibler nos actions sur des groupes de personnes et des régions adaptées.

La manière de procéder de l'ALCESDAM respecte un certain nombre de règles:

– Etre à l'écoute des paysans et de l'ensemble de la population bénéficiaire de nos projets. Tous nos projets sont basés sur des demandes motivées de la part de paysans défavorisés; le dirigisme est banni de nos programmes, c'est le dialogue, la concertation et la recherche en commun qui garantissent la réussite de nos projets.

– Nous évitons le plus possible l'aide directe et individuelle, nous recourons en principe aux méthodes «associatives» (coopératives, groupements de paysans) qui sont bien admises des paysans et qui permettent une autogestion et un autocontrôle des programmes.

– Quand nous avons recours à une aide directe et individuelle comme dans notre projet «paysans pilotes», l'assistance que nous fournissons est dégressive, limitée dans le temps et non renouvelable; ceci afin d'éviter l'apparition des réflexes d'assistés. Le paysan doit garder l'initiative, c'est lui le décideur.

De gauche à droite: M. Hassan Mouradi et deux paysans bénéficiaires de notre programme d'élevage

Dans l'ensemble et malgré quelques échecs ou des réussites partielles de nos programes, il est réjouissant de voir qu'ils ont contribué à régénérer l'intérêt d'une partie de la population pour les palmeraies. Cet effet, encore ponctuel et centré en bonne partie autour des programmes de l'ALCESDAM, commence à faire «tâche d'huile». Plus que l'apport matériel et financier, la meilleure contribution de l'ALCESDAM au développement de la région sera peut-être tout simplement d'avoir réactivé sous une nouvelle forme l'agriculture oasienne...

L'avenir nous le dira «Inch Allah»!!!

Photos Faval David

Chers amis!

par Emmanuelle Wyss

N° 2
1993

tranche de vie

Participant depuis une année à la rédaction d'Interrogation, j'ai une envie que j'aimerais vous faire partager: créer une nouvelle rubrique en dernière page qui vous serait ouverte et vous permettrait de raconter de petites anecdotes: une rencontre, un moment intense, un événement troublant, une fête, une réflexion, une découverte, un fait divers, etc... en rapport avec le tiers monde. Souvenir pour les «ex», actualité pour ceux qui sont sur place, tout aurait sa place dans cette rubrique qui pourrait s'intituler «tranche de vie» ou quelque chose du genre.

Pour cela il faudrait que je reçoive au moins 8 textes d'avance (= une année d'Interrogation) et l'assurance que ça vous titille et que d'autres récits suivront!

On fait un essai?

Pratiquement, il s'agit de pondre un texte d'un maximum de 2800 caractères. Pour obtenir ce chiffre, vous comptez le nombre de caractères par ligne (espaces et ponctuation compris) et vous multipliez par le nombre de lignes. Si vous avez un dessin ou une photo, vous réduisez le texte d'autant. Et SVP tapez à la machine, à moins que vous n'ayez une délicieuse écriture lisible...

Voilà, vous savez tout. Si vous vous sentez inspirés, allez-y, j'attends avec plaisir vos productions, soit le texte définitif soit une proposition.

Que cette rubrique démarre ou non, je vous donnerai des nouvelles. Merci pour votre appui. Avec mes amicales salutations.

RÉDACTION
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 26
CH-1702 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
« La Joliette »
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968-7

ÉIRÉNÉ
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Composition/impression :
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle